

Jacques KAMBALE BIRA'MBOVOTE

# Justice électorale

Fondements axiologiques et normatifs

Préface de Défi Augustin FATAKI wa LUHINDI

Postface de Dieudonné KALINDYE BYANJIRA

L'Harmattan

# TABLE DES MATIERES

<b>REMERCIEMENTS</b> .....	9
<b>LISTE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS</b> .....	13
<b>PREFACE</b> .....	15
<b>INTRODUCTION</b> .....	19
<b>CHAPITRE I.</b>	
<b>LES FONDEMENTS DE LA JUSTICE ELECTORALE</b> ..	27
SECTION O. RAPPEL DES TERMES CLES.....	27
SECTION 1. LE RENFORCEMENT DU PROCESSUS DEMOCRATIQUE .....	29
§ 1. Définition de Lincoln et principes essentielles de la démocratie .....	29
§ 2. L'accès à l'information, soupape à la conflictualité démocratique .....	31
§3. Démocratie, terreau rationaliste et axiologique .....	33
SECTION 2. LA CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DROIT .....	36
§1. Qu'est-ce qu'un Etat de droit ?.....	36
§2. Démocratie et Etat de droit : quels liens ?.....	40
SECTION 3. LA LEGITIMATION DES INSTITUTIONS POLITIQUES .....	43
§1. La légitimité : nécessité impérieuse en RDC.....	43
§2. Elections comme mode de légitimation du pouvoir démocratique .....	45
§3. Justice, égalité et Droits de l'homme .....	49
§4. Justice, Etat de droit et démocratie .....	50
<b>CHAPITRE II.</b>	
<b>PANORAMA NORMATIF DE LA JUSTICE ELECTORALE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO</b> .....	53
SECTION O. CONCEPT « DROIT » .....	54
§ 1. Qu'est-ce que le droit ?.....	54
§2. Le concept « droit » dans la théorie de Hans Kelsen..	56
SECTION 1 : LE DROIT ELECTORAL COMME VECTEUR DE LA JUSTICE ELECTORALE .....	57
SECTION 2 : LA JUSTICE ELECTORALE AU CŒUR DE LA CONSTITUTION.....	60

§1. Les principes fondamentaux de la Constitution du 18 février 2006 .....	61
A. Le sens d'une Constitution.....	61
B. Pourquoi consacrer les droits électoraux dans la Constitution ? .....	65
§2. Incidence de la loi constitutionnelle du 20 janvier 2011 sur la justice électorale .....	67
<b>SECTION 3. LEGALITE ET REGLEMENTARITE ELECTORALE EN RDC .....</b>	<b>72</b>
§1. Cadre général.....	72
§2. Considération sur la Loi électorale .....	73
A. Loi n° 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales .....	74
B. Loi n° 11/003 du 25 juin 2011 modifiant la loi n° 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales .....	78
C. Loi n° 15/001 du 12 février 2015 modifiant et complétant loi n° 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée par la loi n° 11/003 du 25 juin 2011 .....	79
<b>SECTION 4. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX.....</b>	<b>81</b>
§1. Les instruments à vocation universelle et droits électoraux .....	82
A. Déclaration universelle des Droits de l'Homme...83	
B. Pacte international relatif aux Droits civils et politiques.....	84
C. Convention sur les droits politiques de la femme.84	
D. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale .....	85
E. Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes.....	86
F. Convention relative aux droits des personnes handicapées .....	86
§2. Les instruments régionaux.....	88
A. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.....	90

B.	La Charte africaine sur la démocratie, les élections et de la gouvernance.....	90
C.	La Déclaration de l'OUA /UA sur les principes régissant les élections démocratique en Afrique .....	93
D.	Directives pour les missions d'observation et de suivi des élections de l'Union africaine .....	96
§3.	LES INSTRUMENTS SOUS REGIONAUX .....	97
A.	Déclaration sur l'appui au processus électoral dans les Etats membres de la CEEAC .....	97
B.	Les Principes et directives gouvernant les élections démocratiques de la SADC .....	97

### **CHAPITRE III.**

#### **ACTEURS DU PROCESUS ELECTORAL : PROFIL ET MISSIONS .....**

##### **SECTION 0. RAPPORTS ACTEURS-DROIT AU CŒUR DES ELECTIONS.....**

##### **SECTION 1. ACTEURS NATIONAUX .....**

###### **§1. Partis politiques .....**

###### **A. De la quête d'une définition de parti politique ...**

###### **1. Définition légale .....**

###### **2. Définitions doctrinales.....**

###### **B. Missions d'un parti politique .....**

###### **1. Comme courant de transmission des vertus démocratiques et patriotiques .....**

###### **2. Comme veilleurs permanents des acquis régaliens.....**

###### **§2. La Commission Electorale Nationale Indépendante. 108**

###### **A. Définition de l'Organe de Gestion électorale (OGE).....**

###### **B. Mission de l'OGE.....**

###### **C. Quel avenir pour les commissions électorales ? 110**

###### **§3. La Société Civile .....**

###### **A. • Définition du concept « Société Civile ».....**

###### **B. Missions de la Société civile .....**

###### **1. La fonction de protection.....**

###### **2. La fonction de contrôle.....**

###### **3. La fonction de participation.....**

###### **4. La fonction d'allègement (de l'Etat).....**

###### **5. La fonction d'articulation .....**

6.	La fonction de démocratisation .....	118
§4.	Autorités judiciaires et auxiliaires de la justice .....	119
A.	De la politique de justice à la justice politique ...	119
B.	Profil et missions du pouvoir judiciaire.....	120
C.	Profil et missions des auxiliaires de justice .....	122
§5.	Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC) .....	123
§6.	Les électeurs, les éligibles et les élus.....	126
A.	Les électeurs .....	126
B.	Les éligibles.....	128
1.	Règles générales à toutes les élections .....	128
2.	Règles spécifiques .....	131
C.	Les élus.....	132
1.	La proclamation des résultats provisoires.....	132
2.	La proclamation des résultats définitifs.....	133
§7.	Les institutions de la République.....	134
A.	Le Président de la République .....	134
B.	Le Gouvernement .....	136
C.	Le Parlement.....	137
D.	Les Cours et tribunaux.....	138
SECTION 2. LES ACTEURS INTERNATIONAUX .....		138
§1.	La communauté internationale .....	139
A.	Le contenu « communauté internationale » et rôle du Secrétaire général de l'ONU .....	139
B.	Elections en droit international : Quelques considérations principales .....	141
1.	L'égalité et la souveraineté des Etats.....	141
2.	La non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.....	142
3.	Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	143
§2.	La Cour pénale internationale et la problématique des conflits postélectorales en Afrique : cas du Kenya et de la Côte-D'ivoire.....	144
A.	Brève présentation de la CPI .....	145
B.	Quels sont les principes-clés qui régissent la CPI ?.....	146
C.	De conflits postélectorales devant la Cour Pénale Internationale.....	147
1.	Situation et affaires au Kenya.....	147

2. Situation et affaires en Côte d'Ivoire.....	148
<b>CHAPITRE IV</b>	
<b>MECANISMES DE PREVENTION, DE GESTION ET DE RESOLUTION DES CONFLITS ELECTORAUX .....</b>	<b>151</b>
SECTION 1. CONSIDERATIONS SUR LE CONCEPT	
« CONFLIT » .....	151
§1. Notion de conflit.....	151
§2. Dimension des conflits .....	153
SECTION 2. PREVENTION DES CONFLITS ELECTORAUX : EDUCATION CIVIQUE.....	155
SECTION 3. LA GESTION DES CONFLITS ELECTORAUX .....	157
§1. Les points chauds du processus électoral .....	157
§2. Les épines à la confiance électorale à l'aune de l'expérience africaine .....	159
SECTION 4. BONNES PRATIQUES ET PREVENTION DES CONFLITS ELECTORAUX .....	161
SECTION 5 : RESOLUTION POLITICO-ADMINISTRATIVE DES CONFLITS ELECTORAUX..	164
§1. La résolution par solution de consensus .....	164
§3. La résolution par solution des parties prenantes.....	164
§3. La résolution à base de règles.....	164
<b>CHAPITRE V.....</b>	<b>167</b>
<b>REGLEMENT JURIDICTIONNEL DES CONFLITS ELECTORAUX.....</b>	<b>167</b>
SECTION 1. LE DROIT A UN PROCES ELECTORAL EQUITABLE.....	167
§1. Au niveau national.....	169
§2. Au niveau international .....	171
A. Au niveau régional africain .....	171
B. Au niveau universel .....	171
SECTION 2. LA COUR CONSTITUTIONNELLE, CLÉ DE VOUTE DE LA JUSTICE ELECTORALE .....	172
§1. Contentieux électoral .....	173
A. Contentieux de candidature .....	174
B. Contentieux des résultats .....	175
C. Voies de recours .....	177
§2. Fraude électorale, grave entorse à la justice électorale.....	182

A. Notion d'irrégularité.....	182
B. L'impact de la fraude dans le processus électoral ....	184
C. Droit pénal électoral, un outil de lutte contre la fraude.....	186
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>189</b>
<b>POSTFACE.....</b>	<b>191</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE</b>	
<b>INDICATIVES .....</b>	<b>193</b>